



Pendant de nombreuses années les organisations syndicales ont tiré la sonnette d'alarme sur les conditions d'exercice de leurs missions de service public et la montée de l'incivisme, du fonctionnaire-bashing et sur la situation souvent de plus en plus tendue avec certains contribuables. Il aura fallu l'assassinat d'un collègue et la multiplication d'incidents graves pour que la DGFIP se rende compte de cette réalité.

Si nous regrettons les lenteurs structurelles et fonctionnelles de mise en place des mesures du plan global d'action sur la sécurité des agents, nous reconnaissons que l'administration a pris la mesure de ces questions primordiales de sécurité et protection des personnels et nous nous félicitons des mesures prises.

Toutefois ce plan d'action n'a pas encore été au bout de sa mise en œuvre, notamment concernant la sécurité des personnels en contact avec le public et la sûreté bâtiminaire.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

De plus, nous avons revendiqué que les agents et les OS soient réunis localement pour réfléchir aux mesures à prendre au plus près du terrain.

Et certaines mesures prises ou en cours de réalisation appellent des observations qui nous sont remontées de nos collègues des services :

- La note de service, et surtout le Règlement d'emploi des véhicules de service à signer pour être intégré dans la liste des potentiels utilisateurs des nouveaux véhicules de service, ont été particulièrement mal reçus par les collègues. La formulation a été perçue comme menaçante et suspicieuse, provoquant chez certains un refus.
- Quid de la mutualisation des véhicules entre toutes les administrations, comme cela apparaît dans les plans de mobilité de certains départements (Val d'Oise) ? Car c'est une chose de promettre plusieurs centaines de véhicules DGFiP sur le territoire pour permettre aux collègues de protéger leur anonymat, c'en est une autre si ces véhicules sont au final inter-administrations...
- Nous revendiquons que les agents de recherche soient dotés de clés Vigik.
- Enfin, nous revendiquons depuis longtemps déjà une transmission des fiches de signalement aux élus des Formations spécialisées ; elle a été actée dans SignalFip, mais nous ne voyons toujours rien venir... Où en est la 2ème brique tant attendue ? Si nous insistons particulièrement sur cette demande à chacune de nos rencontres, c'est qu'elle est pour nous une condition majeure de prévention des risques et du traitement qui leur est apporté.

Nous vous rappelons également nos revendications énoncées lors du 1er GT, celui du 7 décembre 2022 :

- la réimplantation massive de structures et de postes sur tout le territoire, car c'est à nos yeux la démission des services publics qui fait courir le plus grand risque aux agents en contact avec le public,
- faire cesser le fonctionnaire-bashing ; les fonctionnaires ne font qu'appliquer les lois votées au parlement... et les propos anti-fonctionnaires et anti-impôts ont été de nouveau fréquents autour du conflit avec le monde agricole,
- le remplacement des voltiges à l'extérieur des bâtiments par l'embauche d'agents de sécurité.

Enfin, nous ne pouvons que nous étonner du fait que vous ayez déjà acté nos conclusions de ce jour dans le dernier e-FiP, donc sans même attendre cette réunion. Don de voyance ou mépris du dialogue social, nous avons malheureusement notre idée sur la question...

[Télécharger dl_cousui_7_mars_24.pdf](#) (105.72 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[GT 2024](#)

[Sécurité des agents](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
fichiers:
